

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-equateur-pole-de-liberte>

L'équateur, pôle de liberté

- Les Cousins - Équateur -

Date de mise en ligne : samedi 18 août 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Rafael Correa a osé. Malgré les pressions britanniques, l'Equateur a décidé d'accorder sa protection à Julian Assange, réfugié depuis deux mois à l'ambassade londonienne du pays sud-américain. Le fondateur de Wikileaks est menacé d'une extradition vers la Suède, où une enquête pour viol a été ouverte, puis vers les Etats-Unis, qui lui reprochent le vol et la publication de données secrètes, des actes passibles de la peine capitale.

Confiné dans l'ambassade équatorienne, encerclé par la police britannique, l'activiste australien est loin d'être tiré d'affaire. Mais la reconnaissance et le soutien de Quito n'en demeurent pas moins forts symboliquement. Ils replacent ce dossier dans son contexte politique, celui d'une organisation militante parvenue en quelques années à faire trembler l'ensemble des Etats de la planète par ses révélations intempestives. Au point de s'aliéner les plus puissants d'entre eux.

Sans adhérer entièrement aux pratiques de Wikileaks ni au personnage qui l'incarne, il nous faut bien saluer le magistral coup de pied qu'ils ont mis dans la fourmilière. Corruption des régimes arabes, évasion fiscale organisée, négociations secrètes de l'ACTA, bavures et mauvais traitements des forces occidentales... la plate-forme de whistleblowing (« lancement d'alertes ») a multiplié les informations d'intérêt public planétaire, devenant un acteur aussi incontournable qu'incontrôlable.

La curée qui s'est abattue dès lors sur Wikileaks et son fondateur avait beau être attendue, elle n'en a pas moins été effrayante par son unanimité. Sur ordre de Washington, attaques et censures informatiques se sont multipliées. Et l'essentiel du système bancaire international a fermé les robinets qui alimentaient - pourtant légalement - le site. Une tâche dans laquelle la neutre et démocratique Suisse n'a pas été la moins zélée.

Aujourd'hui, la décision de Quito donne de l'air. Elle démontre, au-delà de la situation délicate d'Assange, qu'un monde multipolaire est gage de liberté. Que les plus fervents défenseurs du droit à l'information ne sont pas ceux qui s'en prévalent le plus.

Bien sûr, il est impossible de garantir que les accusations portées par deux plaignantes suédoises contre Julian Assange soient dépourvues de fondement. Mais le doute est insistant. La valse hésitation de la justice suédoise dans les premiers jours de l'accusation, puis dans la qualification du délit, renforcent la thèse d'une affaire politique. Peu de gens savent que l'activiste recherché dans le monde entier n'est même pas officiellement inculpé. Quant au pedigree de la plaignante principale, notoirement liée à l'opposition cubaine¹, il ne laisse pas non plus de marbre.

Dans la balance, Quito a fait prévaloir que Julian Assange n'a aucune assurance qu'il éviterait l'extradition vers les Etats-Unis, où ses droits à un juste procès ne seraient pas garantis, comme l'affirme son avocat et défenseur des droits humains Baltazar Garzon. L'ancien juge espagnol, qui n'a pas une réputation de gauchiste, prend pour exemple les mauvais traitements infligés au soldat Bradley Manning. Il y a malheureusement bien d'autres exemples.

Benito Perez [Publico.es](#), le 2 août 2012.

[Le Courier](#). Suisse, 17 août 2012.